

EDUNIVERSAL

Société anonyme au capital de 568.897,25 euros
Siège social : 20 ter, Rue de Bezons – 92400 Courbevoie
399 207 729 RCS NANTERRE

**RAPPORT GENERAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU 31 OCTOBRE 2018**

TABLE DES MATIERES

I - AVIS DE CONVOCATION ET ORDRE DU JOUR.....	3
II – EXPOSE SOMMAIRE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE	5
II.1 PRESENTATION GENERALE.....	5
II.2 MARCHE DES AFFAIRES SOCIALES DEPUIS LE DEBUT DE L’EXERCICE EN COURS	5
III - EXPOSE DETAILLE DES PROJETS DE RESOLUTIONS PRESENTEES PAR LE CONSEIL D’ADMINISTRATION	7
IV - INCIDENCE DES EMISSIONS SUR LA PARTICIPATION DANS LE CAPITAL DES ACTIONNAIRES.....	18
V - TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS PRESENTEES PAR LE CONSEIL D’ADMINISTRATION A L’ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE	26
VI - INFORMATIONS RELATIVES AU VOTE ET A LA PARTICIPATION A L’ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE	38

I - AVIS DE CONVOCATION ET ORDRE DU JOUR

Chers Actionnaires,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués le mercredi 31 octobre 2018, à 9 heures, au 20 ter, Rue de Bezons – 92400 Courbevoie, en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

DECISIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT A TITRE ORDINAIRE :

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017 et quitus aux administrateurs ; (*première résolution*)
- Affectation du résultat des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017 ; (*deuxième résolution*)
- Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce ; (*troisième résolution*)
- Renouvellement du mandat de Madame Cécile ESCAPE en tant qu'administrateur ; (*quatrième résolution*)
- Renouvellement du mandat de Monsieur Martial GUIETTE en tant qu'administrateur ; (*cinquième résolution*)
- Renouvellement du mandat de Monsieur Pierre REQUIER en tant qu'administrateur ; (*sixième résolution*)
- Renouvellement du mandat de Madame Véronique LANSOT-LOUSTEAU en tant qu'administrateur ; (*septième résolution*)
- Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes titulaire de la société RSM PARIS ; (*huitième résolution*)
- Pouvoirs ; (*neuvième résolution*).

DECISIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT A TITRE EXTRAORDINAIRE :

- Modification des statuts de la Société afin de modifier l'âge maximum pour les administrateurs ; (*dixième résolution*)
- Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social ; (*onzième résolution*)
- Réduction de capital motivée par des pertes ; (*douzième résolution*)
- Augmentation du capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une personne dénommée ; (*treizième résolution*)
- Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ; (*quatorzième résolution*)
- Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public ; (*quinzième résolution*)
- Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 20% du capital par an, par voie de placement privé ; (*seizième résolution*)
- Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires ; (*dix-septième résolution*)
- Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de décider l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes ; (*dix-huitième résolution*)

- Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société au profit des adhérents au plan d'épargne d'entreprise ; (*dix-neuvième résolution*)
- Pouvoirs (*vingtième résolution*)

DECISION DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT A TITRE ORDINAIRE :

- Renouvellement du mandat de Monsieur Emmanuel SCLIA-BALACEANO en tant qu'administrateur (*Résolution A*)

II – EXPOSE SOMMAIRE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE

II.1 PRESENTATION GENERALE

Nous vous rappelons que le conseil d'administration, lors de sa réunion du 2 juillet 2018, a arrêté définitivement les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017.

Afin de compléter votre information, les comptes annuels, les rapports généraux du commissaire aux comptes sur ces comptes ainsi que le rapport de gestion, sont mis à votre disposition dans les conditions légales et règlementaires. Il vous sera également donné lecture de ces rapports lors de l'assemblée générale.

II.2 MARCHE DES AFFAIRES SOCIALES DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE EN COURS

Données financières

En €	30/09/2017	30/09/2016
Chiffre d'affaires	3.300.505	3.738.809
Résultat d'exploitation	(3.331.945)	(2.779.615)
Résultat financier	(4.902.729)	(1.716.151)
Résultat courant avant impôt	(8.234.674)	(4.495.766)
Résultat exceptionnel	1.419.757	(1.112.614)
Impôt sur les sociétés	27.792	30.797
Résultat net	(6.787.125)	(5.577.583)

Faits marquants

La société Eduniversal a été mise en redressement judiciaire en date du 20 février 2018. Dès ce moment, Eduniversal a suspendu l'essentiel de ses investissements pour se concentrer sur l'activité « vache à lait ». Ainsi, depuis cette date, la Société a procédé à des réductions significatives de ses charges d'exploitation, tant au niveau de la masse salariale qu'au niveau des charges de structure. En outre, un plan de redressement judiciaire sera proposé sur le dernier trimestre 2018.

La mise en redressement judiciaire d'EDUNIVERSAL et de sa filiale TILD à la même date, ainsi que la liquidation judiciaire de la filiale NOIR SUR BLANC en janvier 2018 a entraîné des conséquences comptables importantes dans les modalités d'arrêté des comptes clos le 30 septembre 2017.

En conséquence de ces événements, il a été procédé à une dépréciation intégrale des titres de participation TILD et NOIR SUR BLANC, ainsi que des créances en compte courant et comptes clients afférents à ces deux entités.

De la même manière, les titres de la filiale O!POTENTIELS ont également fait l'objet d'une dépréciation partielle pour tenir compte de la rentabilité limitée de cette filiale, sur la base d'un business plan actualisé.

Les titres et le compte courant de la filiale ROQUES DE CANA ont enfin fait l'objet d'une provision afin de tenir compte de leur cession intervenue en date du 30 janvier 2018. Leur valeur au bilan a donc été ramenée au produit de cession.

Enfin, les actions propres et l'option d'achat portant sur des titres EDUNIVERSAL a également fait l'objet d'une dépréciation partielle sur la base d'un cours à 8,42 €.

L'ensemble des dépréciations d'actif constatées sur l'exercice représente 5.903 K€.

Il est également à noter la mise en œuvre de la garantie de passif liée à l'acquisition de la filiale OBJECTIF EMPLOI, qui a abouti à la restitution de titres EDUNIVERSAL remis dans le cadre de la transaction d'origine. Cette restitution a permis de constater une reprise de provision sur la dépréciation de cette filiale (qui était dépréciée en totalité). La reprise de provision se monte à 504 K€.

Par ailleurs, une cession d'actions propres a été réalisée sur l'exercice, entraînant la réalisation d'un produit exceptionnel de 1.375 K€.

Le nombre de ses salariés depuis le début de l'ouverture de la procédure est ainsi passé de 43 à 22 et la surface de bureau louée divisée par 2.

Les charges externes ont également été diminuées de façon significative permettant d'atteindre un résultat normatif projeté supérieur à 700 K€ annuels

Dans le même temps, l'activité historique de la société a montré une belle solidité avec sur la saison haute allant de mars à juin 2018 (4 mois), un chiffre d'affaires de 1.493 K€ contre 1.158 K€ en 2017 sur la même période.

Résultats :

Le chiffre d'affaires annuel de la Société au 30 septembre 2017 s'établit à 3.300.505 €. L'activité de la Société se répartit entre ses différents marchés de la manière suivante :

- Plus de 80 % de l'activité autour des services et publi-informations liés aux Classements
- Plus de 12% autour des activités « Bases de données »
- Autour de 7% pour les activités Eduniversal Booking.

Le résultat net de la Société est affecté par les dépréciations d'actifs nécessitées suite à la procédure de redressement judiciaire. Plusieurs actifs ont du être comptablement dépréciés. De ce fait, le Résultat net de la Société ressort en perte de 6.787.124,78 € contre une perte de 5.577.583,41 € au 30 septembre 2016.

Situation Financière :

Après prise en compte du résultat de l'exercice, les capitaux propres de la Société, s'élèvent, à (5 398 492) € contre 1.182.545 € au 30 septembre 2016.

Il est à préciser que cette analyse doit tenir compte de l'existence des ORA qui sont des quasi fonds propres et dont le montant s'élève à 11.800.000 € de nominal, hors intérêts courus provisionnés.

Perspectives :

A court terme, la transformation des ORA en actions aura pour effet de participer à la reconstitution des fonds propres.

Dans un second temps, dans le cadre du plan de redressement envisagé, la souscription d'une augmentation de capital par une Holding constituée pour l'occasion devrait également permettre de consolider les fonds propres.

Enfin, les excédents d'exploitation viendront renforcer ces mêmes fonds propres.

III - EXPOSE DETAILLE DES PROJETS DE RESOLUTIONS PRESENTEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DECISIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT A TITRE ORDINAIRE :

➤ **Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017 (*première résolution*)**

Conformément à l'article L. 225-100 du code de commerce, nous vous invitons à approuver les comptes annuels de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 tels qu'ils sont présentés, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans le rapport financier annuel et le rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017, et qui font apparaître une perte nette de 6.787.125 euros.

Nous vous précisons qu'au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017, aucune dépense visée aux articles 39-4 et 39-5 du Code général des impôts n'a été enregistrée.

➤ **Affectation du résultat des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017 (*deuxième résolution*)**

Nous vous proposons d'affecter la perte afférente à l'exercice clos le 30 septembre 2017, soit la somme de 6.787.125 euros, en totalité, au compte « report à nouveau » qui s'élèverait désormais à (17.763.764) euros.

Nous vous précisons, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes, au titre des trois précédents exercices.

➤ **Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce (*troisième résolution*)**

Conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du code de commerce, nous vous proposons d'approuver les conventions réglementées conclues au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017 ainsi que les conventions réglementées approuvées par l'assemblée générale des actionnaires et dont les effets se sont poursuivis au cours dudit exercice.

➤ **Renouvellement du mandat de Madame Cécile ESCAPE en tant qu'administrateur (*quatrième résolution*)**

Le mandat d'administrateur de Madame Cécile ESCAPE arrivant à échéance au cours de la présente assemblée, nous vous proposons de le renouveler pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

➤ **Renouvellement du mandat de Monsieur Martial GUIETTE en tant qu'administrateur (*cinquième résolution*)**

Le mandat d'administrateur de Monsieur Martial GUIETTE arrivant à échéance au cours de la présente assemblée, nous vous proposons de le renouveler pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

➤ **Renouvellement du mandat de Monsieur Pierre REQUIER en tant qu'administrateur (sixième résolution)**

Le mandat d'administrateur de Monsieur Pierre REQUIER arrivant à échéance au cours de la présente assemblée, nous vous proposons de le renouveler pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

➤ **Renouvellement du mandat de Madame Véronique LANSOT-LOUSTEAU en tant qu'administrateur (septième résolution)**

Le mandat d'administrateur de Madame Véronique LANSOT-LOUSTEAU arrivant à échéance au cours de la présente assemblée, nous vous proposons de le renouveler pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

➤ **Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes titulaire de la société RSM PARIS (huitième résolution)**

Le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société RSM PARIS (dont l'ancienne dénomination sociale était « COREVISE ») arrive à échéance à l'issue de la présente assemblée générale.

Nous vous proposons de renouveler le mandat de la société RSM PARIS en qualité de commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

➤ **Pouvoirs pour les formalités (neuvième résolution)**

Cette résolution est relative aux pouvoirs pour les formalités à accomplir pour la partie ordinaire de l'assemblée.

DECISIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT A TITRE EXTRAORDINAIRE :

➤ **Modification des statuts de la Société afin de modifier l'âge maximum pour les administrateurs (dixième résolution)**

Nous vous proposons de modifier la limite d'âge maximum pour les administrateurs et de modifier corrélativement l'article 15.1 des statuts relatif à l'administration de la Société, comme suit :

« Sous réserve de la dérogation légale prévue en cas de fusion, la société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois à douze membres ; ceux d'entre eux ayant qualité de personnes physiques ainsi que les représentants permanents de personnes morales administrateurs doivent être âgés de moins de quatre-vingts dix ans.

[...]

Le Conseil d'administration élit, à la majorité, parmi ses membres personnes physiques âgées de moins de quatre-vingts dix ans, son Président pour une durée au plus égale à celle de son mandat d'administrateur. Il détermine sa rémunération. »

➤ **Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social (onzième résolution)**

Compte tenu de pertes constatées dans les comptes annuels de la Société ayant entraîné un montant de capitaux propres inférieur à la moitié du capital social de la Société, nous vous proposons, conformément à l'article L.225-248 du code de commerce, à l'assemblée générale, de ne pas prononcer la dissolution anticipée de la Société et de décider de poursuivre les activités de la Société.

En vue notamment de régulariser la situation, il est proposé à l'assemblée générale de réduire le capital social de la Société par réduction de la valeur nominale (douzième résolution).

➤ **Réduction de capital motivée par des pertes (douzième résolution)**

En vue d'apurer une quote-part des pertes antérieures de la Société, nous proposons à l'assemblée générale extraordinaire de réduire le capital social par réduction de la valeur nominale de chacune des actions composant le capital social de la Société qui passerait ainsi de 0,25 euro (son montant actuel) à 0,10 euro. Le capital social serait ainsi diminué d'un montant de 341.338,35 euros, passant de 568.897,25 euros, son montant actuel, à 227.558,90 euros.

Le montant de cette réduction du capital motivée par l'existence de pertes antérieures serait imputé sur le compte « report à nouveau ».

➤ **Augmentation du capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une personne dénommée (treizième résolution)**

Constatant que le capital social est entièrement libéré, nous vous proposons, conformément aux articles L. 225-127 à L. 225-129-6 et L. 225-138, d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximum de sept cent mille euros (700.000 €), par création et émission réservée donnant droit à un nombre maximum de 7.000.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de dix centimes (0,10 €) chacune, au prix unitaire de dix centimes (0,10 €), soit sans prime d'émission par action (ou, à défaut d'adoption de la douzième résolution qui précède, par création et émission de 2.800.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq centimes (0,25 €) chacune, au prix unitaire de vingt-cinq centimes (0,25 €), soit sans prime d'émission par action).

L'absence de prime d'émission est justifiée par la procédure de redressement judiciaire ouverte à l'égard de la Société ainsi que par l'objectif premier de recapitalisation poursuivi par la Société.

Nous vous proposons de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières faisant l'objet de cette résolution et de réserver le droit de les souscrire au profit de **EDUNIVERSAL RECONQUETE**, société par actions simplifiée à associé unique, représentée par Monsieur Martial GUIETTE, dont le siège social est situé 20 ter rue de Bezons 92400 Courbevoie, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 841 936 487.

Le prix de souscription, serait libéré d'au moins 50% en numéraire, lors de la souscription.

La date de réalisation définitive de l'augmentation de capital résultant de la souscription et de la libération des actions ordinaires émises correspondrait à la date du certificat du dépositaire constatant les souscriptions et les versements et établi au moment du dépôt des fonds, sur présentation du bulletin de souscription, établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-146 alinéa 1 du code de commerce.

Les actions nouvelles porteraient jouissance immédiate, quelle que soit la date de réalisation de l'augmentation de capital. Elles seraient dès leur création, complètement assimilées aux actions existantes soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de l'assemblée générale, donneraient droit, à compter de leur émission, à toutes les distributions décidées par la Société à compter de cette date, et seraient négociées sur le marché d'Euronext Access sur la même ligne de cotation que les actions existantes à compter de leur admission.

Nous vous proposons également de donner tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, afin de mettre en œuvre la présente délégation dans un délai de douze mois maximum, et notamment :

- déterminer les dates d'ouvertures et de clôture de la période de souscription ;
- le cas échéant surseoir à la mise en œuvre de la présente décision ;
- recevoir et constater la souscription et la libération des actions nouvelles et constater la réalisation corrélative définitive de l'augmentation de capital et modifier corrélativement les statuts ;
- obtenir le certificat attestant la libération de la souscription et la réalisation de l'augmentation de capital ;
- imputer le cas échéant les frais de l'augmentation de capital sur le montant de la prime y afférente et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- plus généralement, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à l'admission aux négociations et au service financier des actions émises en vertu de la présente décision, ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

➤ **Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (*quatorzième résolution*)**

Nous vous invitons à déléguer au conseil d'administration, en application des dispositions des articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce, votre compétence à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions de la Société à l'exclusion d'actions de préférence et (ii) de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, étant précisé que lesdites actions conféreront les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant nominal de 700.000 euros, montant auquel s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles.

La souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

Vous pourrez exercer, dans les conditions prévues par la loi, le droit préférentiel de souscription à titre irréductible. En outre, le conseil d'administration aurait la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourrait utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celle-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des actions non souscrites ou, selon le cas, des valeurs mobilières donnant accès au capital dont l'émission a été décidée mais qui n'ont pas été souscrites à titre irréductible et, le cas échéant, à titre irréductible ;
- offrir au public tout ou partie des actions ou, selon le cas, des valeurs mobilières donnant accès au capital, non souscrites.

Il serait constaté que, le cas échéant, la délégation susvisée emporterait de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, votre renonciation à votre droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

La somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la délégation susvisée, serait au moins égale à la valeur nominale de l'action à la date d'émission desdites valeurs mobilières.

Nous vous proposons de donner au conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, avec ou sans prime. Notamment, il fixerait les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, leur mode de libération ainsi que le cas échéant, la durée et le prix d'exercice des valeurs mobilières ou les modalités d'échange, de conversion, de remboursement ou d'attribution de toute autre manière de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites prévues par la présente résolution.

Par ailleurs, le conseil d'administration disposerait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminerait, aux émissions susvisées – ainsi que le cas échéant d'y surseoir – conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts et plus généralement :

- déterminer dans les conditions légales les modalités d'ajustement des conditions d'accès à terme au capital des valeurs mobilières ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois (3) mois ;
- procéder à toutes imputations sur les primes et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ;
- assurer ultérieurement la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société émises en application de la présente délégation et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles applicables ;

Dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendrait compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation.

Cette délégation priverait d'effet pour l'avenir toute délégation précédemment accordée par l'assemblée générale extraordinaire ayant un objet identique.

Elle serait valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'assemblée générale.

➤ **Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public (*quinzième résolution*)**

Nous vous invitons à déléguer au conseil d'administration, en application des articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, votre compétence à l'effet de décider, par une offre au public ou, le cas échéant, sous réserve de l'approbation d'une résolution spécifique à cet effet par l'assemblée générale, par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions de la Société, à l'exclusion d'actions de préférence, (ii) de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, étant précisé que lesdites actions confèreront les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la délégation susvisée, ne pourrait excéder un montant de 700.000 euros, montant auquel s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est distinct de celui de la quatorzième (14^{ème}) résolution.

Vous ne pourriez pas exercer votre droit préférentiel de souscription dans le cadre de la présente résolution, étant entendu que nous pourrions conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et selon les conditions que nous fixerons, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce. Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables et devra s'exercer proportionnellement au nombre d'actions possédées par chaque actionnaire.

La présente délégation emporterait de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

La souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourrait être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

Le conseil d'administration pourrait fixer la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la présente délégation,, étant toutefois précisé que si, lors de l'utilisation de la présente délégation, les titres de la Société étaient admis aux négociations sur un marché réglementé, le prix serait fixé conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Nous vous proposons de donner au conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, avec ou sans prime. Notamment, il fixerait les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, leur mode de libération ainsi que le cas échéant, la durée et le prix d'exercice des valeurs mobilières ou les modalités d'échange, de conversion, de remboursement ou d'attribution de

toute autre manière de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites prévues par la présente résolution.

Par ailleurs, le conseil d'administration disposerait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminerait, aux émissions susvisées – ainsi que le cas échéant d'y surseoir – conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts et plus généralement :

- déterminer dans les conditions légales les modalités d'ajustement des conditions d'accès à terme au capital des valeurs mobilières ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois (3) mois ;
- procéder à toutes imputations sur les primes et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ;
- assurer ultérieurement la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société émises en application de la présente délégation et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles applicables ;
- le cas échéant, prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission des valeurs mobilières ainsi émises à la cote du marché Euronext Access à Paris et de tout autre marché sur lequel les actions de la Société seraient alors cotées.

Dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendrait compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation.

Cette délégation priverait d'effet pour l'avenir toute délégation précédemment accordée par l'assemblée générale extraordinaire ayant un objet identique.

Elle serait valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'assemblée générale.

- **Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 20% du capital par an, par voie de placement privé (*seizième résolution*)**

Nous vous invitons à déléguer au conseil d'administration en application des dispositions des articles L. 225-136 et suivants du Code de commerce, votre compétence pour décider, dans le cadre et sous les conditions fixées par la quinzième (15^{ème}) résolution de la présente assemblée et dans la limite du 20% du capital social par an, l'émission de titres de capital ou de créance, par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

Les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de cette autorisation, seraient réalisées (i) soit par des offres au public, (ii) soit, dans la limite de 20% du capital par an, par des offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de ces délégations, ne pourra excéder un montant de 700.000 euros fixé par la quinzième (15^{ème}) résolution de la présente assemblée.

Cette délégation priverait d'effet pour l'avenir toute délégation précédemment accordée par l'assemblée générale extraordinaire ayant un objet identique.

La présente délégation serait valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'assemblée générale.

➤ **Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires (*dix-septième résolution*)**

Nous vous invitons à déléguer au conseil d'administration, en application des articles L. 225-135-1 et R.225-118 du Code de commerce, votre compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription décidées en vertu des résolutions présentées ci-dessus, dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

Cette délégation de compétence permettrait au conseil d'administration d'accroître le volume de l'augmentation de capital en cas de succès de l'opération et la paramétrer au plus proche de la demande des investisseurs conformément aux intérêts de la Société.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est autonome et distinct de celui des autres résolutions.

La présente délégation priverait d'effet pour l'avenir toute délégation précédemment accordée par l'assemblée générale extraordinaire ayant un objet identique.

La délégation ainsi conférée au conseil d'administration valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de la prochaine assemblée.

➤ **Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de décider l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes (*dix-huitième résolution*)**

Le conseil d'administration vous propose de déléguer, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce votre compétence, avec faculté de subdélégation directeur général, à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger, dans les proportions, aux époques et selon les modalités qu'il appréciera, à l'émission d'actions ordinaires nouvelles de la Société par incorporation au capital de tout ou partie des bénéfices, réserves ou primes dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible et sous forme d'attribution gratuite d'actions ordinaires ou d'élévation du montant nominal des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 700.000 euros, étant précisé que ce montant est autonome et distinct de celui des autres résolutions ; à ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles pour préserver, conformément aux dispositions légales, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce, que les droits formant rompus ne seraient pas négociables ni cessibles et que les titres correspondant seraient vendus ; les sommes provenant de la vente seraient allouées aux titulaires des droits au plus tard trente (30) jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier de titres attribués.

Les opérations visées dans la présente résolution pourraient être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique sur les titres de la Société dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables.

Par ailleurs, le conseil d'administration disposerait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et procéder et notamment :

- déterminer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital ;
- fixer toutes les conditions et modalités de l'augmentation de capital en résultant ;
- déterminer la date à partir de laquelle le montant additionnel de chaque action portera jouissance, dans l'éventualité de l'augmentation de la valeur nominale des actions existantes ;
- déterminer la date de jouissance des actions nouvelles, en cas d'attribution d'actions nouvelles gratuites ;
- fixer les modalités de la vente des actions correspondant aux rompus ;
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- accomplir les formalités légales ;
- et, plus généralement, faire tout ce qui se révélerait nécessaire et/ou utile à cette fin.

La présente délégation priverait d'effet pour l'avenir toute délégation précédemment accordée par l'assemblée générale extraordinaire ayant un objet identique.

La délégation ainsi conférée au conseil d'administration valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de la prochaine assemblée.

➤ **Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société au profit des adhérents au plan d'épargne d'entreprise (*dix-neuvième résolution*)**

Nous vous rappelons qu'aux termes des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, il est obligatoire de soumettre à toute assemblée générale appelée à se prononcer sur une augmentation de capital, un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-129-6 de ce même Code, à savoir dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise.

Plusieurs demandes de délégation d'augmentation de capital viennent de vous être proposées ainsi, en application des dispositions précitées, nous sommes tenus de vous proposer une augmentation de capital qui serait réservée aux salariés de la Société.

Le législateur a en effet souhaité imposer aux sociétés qui procèdent à des augmentations de capital en numéraire à statuer sur l'ouverture de leur capital à leurs salariés et aux salariés des sociétés qui leurs sont liées.

Nous n'estimons pas que cette modalité d'ouverture du capital soit la plus opportune pour les salariés. La société a, en effet, mis en place des outils propres à fidéliser et à motiver ses collaborateurs. Une délégation de compétence à l'effet d'émettre des actions gratuites vous a d'ailleurs été proposée dans cette optique.

Pour ces raisons, nous vous invitons à rejeter la résolution visée au présent paragraphe.

Néanmoins, dans l'hypothèse où vous ne souhaiteriez pas suivre nos recommandations, nous vous précisons que dans le cadre de cette résolution, votre compétence serait déléguée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, le capital social de la Société, à concurrence d'un montant nominal de 10.000 euros, par émissions d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société et des entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail ; étant précisé que ce plafond est autonome et distinct de celui des autres résolutions.

Votre droit préférentiel de souscription aux titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital émises en application de cette résolution serait supprimé en faveur des adhérents au plan d'épargne.

Tant que les actions de la Société ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé, le prix de souscription des actions serait fixé par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 3332-20 du Code du travail, et pouvant à cet effet avoir recours à un expert ; étant entendu que le prix de souscription pourrait comporter une décote, par rapport à la valeur de l'action déterminée par le Conseil d'administration, respectivement de 20% et 30% selon que les titres ainsi souscrits, directement ou indirectement, correspondant à des avoirs dont la durée d'indisponibilité, stipulée par le plan d'épargne d'entreprise considéré, est inférieure à dix (10) ans ou supérieure ou égale à dix (10) ans.

Le conseil d'administration pourrait prévoir l'attribution, à titre gratuit, d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, étant entendu (i) que l'avantage total résultant de cette attribution au titre de l'abondement ou, le cas échéant, de la décote sur le prix de souscription, ne pourrait pas excéder les limites légales ou réglementaires et (ii) que les actionnaires de la Société renonceraient au profit des adhérents du plan d'épargne à tout droit aux actions existantes qui seraient attribuées en vertu de cette résolution.

Les caractéristiques des autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société seraient arrêtées par le Conseil d'administration dans les conditions fixées par la réglementation.

Le conseil d'administration aurait tous pouvoirs, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation, et notamment pour consentir des délais pour la libération des titres, fixer les modalités et conditions des opérations et arrêter les dates et les modalités des émissions qui seraient réalisées en vertu de cette autorisation, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, leur prix, les dates de jouissance, les modalités de libération des titres, pour constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social et sur sa seule décision et, s'il le juge opportun, pour procéder à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions et modifier corrélativement les statuts, le cas échéant, faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission des titres aux négociations sur le marché Euronext Access à Paris ou tout autre marché.

Le conseil d'administration rendrait compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite de ladite délégation.

Elle serait valable pendant une durée de vingt-six (26) mois à compter de la prochaine assemblée.

➤ **Pouvoirs (vingtième résolution)**

Nous vous proposons de donner tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'assemblée en vue de l'accomplissement des formalités légales.

DECISION DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT A TITRE ORDINAIRE :

- **Renouvellement du mandat de Monsieur Emmanuel SCLIA-BALACEANO en tant qu'administrateur (*Résolution A*)**

Le mandat d'administrateur de Monsieur Emmanuel SCLIA-BALACEANO arrivant à échéance au cours de la présente assemblée, nous vous proposons de le renouveler pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

**IV - INCIDENCE DES EMISSIONS SUR LA PARTICIPATION DANS LE CAPITAL DES ACTIONNAIRES
ET SUR LA QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE**

Nous vous présentons ci-après, l'incidence de l'utilisation de la totalité des augmentations de capital proposées à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 31 octobre 2018, sur la participation dans le capital des actionnaires et sur la quote-part des capitaux propres revenant à chaque action.

Nous vous précisons que tous les montants relatifs aux augmentations présentées ci-dessous sont établis dans l'hypothèse où la douzième (12^e) résolution prévoyant la réduction du capital sociale par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action de 0,25 (vingt-cinq centimes) à 0,10 euros (dix centimes), a été adoptée.

I. TABLEAU DE SYNTHESE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL PROPOSEES

Autorisation maximum d'augmentation de capital	Montant nominal maximum (en euros)	Nombre maximum d'actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu des projets de résolutions
Augmentation du capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une personne dénommée (Résolution n° 13)	700.000	7.000.000
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (Résolution n° 14)	700.000	7.000.000
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public (Résolution n° 15)	700.000 ⁽¹⁾	7.000.000 ⁽²⁾
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 20% du capital par an, par voie de placement privé (Résolution n° 16)	20% du capital ou 700.000 ⁽³⁾	455.117 (à la date du présent rapport) ou 7.000.000 ⁽⁴⁾
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires (Résolution n° 17)	700.000	7.000.000

Autorisation maximum d'augmentation de capital	Montant nominal maximum (en euros)	Nombre maximum d'actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu des projets de résolutions
Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de décider l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes (Résolution n°18)	700.000	7.000.000
Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société au profit des adhérents au plan d'épargne d'entreprise (Résolution n° 19)	10.000	100.000

- (1) La somme des montants nominaux correspondant aux émissions réalisées dans le cadre de la quinzième (15^e) résolution s'impute sur le plafond global de 700.000 euros prévu par la quatorzième (14^e) résolution.
- (2) Le nombre maximum d'actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu de la quinzième (15^e) résolution s'impute sur le plafond global de 7.000.000 actions prévu par la quatorzième (14^e) résolution.
- (3) La somme des montants nominaux correspondant aux émissions réalisées dans le cadre de la seizième (16^e) résolution s'impute sur le plafond global de 700.000 euros prévu par la quinzième (15^e) résolution.
- (4) Le nombre maximum d'actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu de la seizième (16^e) résolution, s'impute sur le plafond global de 7.000.000 actions prévu par la quinzième (15^e) résolution.

Ces éléments vous sont donnés à titre indicatif. Ils figureront de manière définitive dans le rapport complémentaire du conseil d'administration qui sera établi le cas échéant au moment où il fera usage d'une de ces délégations et sera mis à la disposition des actionnaires au siège social au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la réunion du conseil d'administration. Ce rapport sera porté à la connaissance des actionnaires à la plus prochaine assemblée générale.

II. INCIDENCES DES AUTORISATIONS SUR LA PARTICIPATION DE L'ACTIONNAIRE

En prenant comme hypothèse l'adoption de la douzième (12^e) ayant pour objet de réduire le capital social par réduction de la valeur nominale de chacune des actions composant le capital social de la Société qui passerait ainsi de 0,25 euro (son montant actuel) à 0,10 euro, le capital social serait ainsi diminué d'un montant de 341.338,35 euros, passant de 568.897,25 euros, son montant actuel, à 227.558,90 euros.

A titre indicatif, dans ce contexte, 2.275.589 actions composant le capital à la date du présent rapport et 3.102.796 actions en tenant compte du capital potentiel, l'incidence de l'émission de ces actions serait la suivante :

1. L'incidence de l'émission de 7.000.000 actions dans le cadre de la résolution 13 proposée aux actionnaires sur la participation dans le capital d'actionnaires détenant respectivement 1%, 5% et 10% du capital de la Société préalablement à l'émission, serait la suivante :

(a) Sur une base non diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles	10 %	5 %	1 %
Après émission de 7.000.000 actions nouvelles	2,45 %	1,23 %	0,25 %

(b) Sur une base diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles et avant dilution ...	10 %	5 %	1 %
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles et après dilution	7,33 %	3,67 %	0,73 %
Après émission de 7.000.000 actions nouvelles et après dilution....	2,25 %	1,13 %	0,23 %

2. L'incidence de l'émission de 7.000.000 actions dans le cadre des résolutions 14 et 15 proposées aux actionnaires sur la participation dans le capital d'actionnaires détenant respectivement 1%, 5% et 10% du capital de la Société préalablement à l'émission, serait la suivante :

(a) Sur une base non diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles	10 %	5 %	1 %
Après émission de 7.000.000 actions nouvelles	2,45 %	1,23 %	0,25 %

(b) Sur une base diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles et avant dilution ...	10 %	5 %	1 %
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles et après dilution	7,33 %	3,67 %	0,73 %
Après émission de 7.000.000 actions nouvelles et après dilution....	2,25 %	1,13 %	0,23 %

3. L'incidence de l'émission de 455.117 actions dans le cadre de la résolution 16 proposée aux actionnaires sur la participation dans le capital d'actionnaires détenant respectivement 1%, 5% et 10% du capital de la Société préalablement à l'émission, serait la suivante :

(a) Sur une base non diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 455.117 actions nouvelles.....	10 %	5 %	1 %
Après émission de 455.117 actions nouvelles.....	8,33 %	4,17 %	0,83 %

(b) Sur une base diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 455.117 actions nouvelles et après dilution.....	10 %	5 %	1 %
Avant émission de 455.117 actions nouvelles et après dilution	7,33 %	3,67 %	0,73 %
Après émission de 455.117 actions nouvelles et après dilution.....	6,40 %	3,20 %	0,64 %

4. L'incidence de l'émission de 7.000.000 actions dans le cadre de la résolution 17 proposée aux actionnaires sur la participation dans le capital d'actionnaires détenant respectivement 1%, 5% et 10% du capital de la Société préalablement à l'émission, serait la suivante :

(a) Sur une base non diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles.....	10 %	5 %	1 %
Après émission de 7.000.000 actions nouvelles.....	2,45 %	1,23 %	0,25 %

(b) Sur une base diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles et avant dilution ...	10 %	5 %	1 %
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles et après dilution	7,33 %	3,67 %	0,73 %
Après émission de 7.000.000 actions nouvelles et après dilution....	2,25 %	1,13 %	0,23 %

5. L'incidence de l'émission de 7.000.000 actions dans le cadre de la résolution 18 proposée aux actionnaires sur la participation dans le capital d'actionnaires détenant respectivement 1%, 5% et 10% du capital de la Société préalablement à l'émission, serait la suivante :

(a) Sur une base non diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles	10 %	5 %	1 %
Après émission de 7.000.000 actions nouvelles	2,45 %	1,23 %	0,25 %

(b) Sur une base diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles et avant dilution ...	10 %	5 %	1 %
Avant émission de 7.000.000 actions nouvelles et après dilution	7,33 %	3,67 %	0,73 %
Après émission de 7.000.000 actions nouvelles et après dilution....	2,25 %	1,13 %	0,23 %

6. L'incidence de l'émission de 100.000 actions émises au profit des adhérents au plan d'épargne entreprise dans le cadre de la résolution 19 proposée aux actionnaires sur la participation dans le capital d'actionnaires détenant respectivement 1%, 5% et 10% du capital de la Société préalablement à l'émission, serait la suivante :

(a) Sur une base non diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 100.000 actions nouvelles.....	10 %	5 %	1 %
Après émission de 100.000 actions nouvelles.....	9,58 %	4,79 %	0,96 %

(b) Sur une base diluée

	Participation de l'actionnaire en %		
Avant émission de 100.000 actions nouvelles et avant dilution.....	10 %	5 %	1 %
Avant émission de 100.000 actions nouvelles et après dilution	7,33 %	3,67 %	0,73 %
Après émission de 100.000 actions nouvelles et dilution	7,11 %	3,55 %	0,71 %

III. INCIDENCES DES AUTORISATIONS SUR LA QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DE L'ACTIONNAIRE

En prenant comme hypothèse l'adoption de la douzième (12^e) ayant pour objet de réduire le capital social par réduction de la valeur nominale de chacune des actions composant le capital social de la Société qui passerait ainsi de 0,25 euro (son montant actuel) à 0,10 euro, le capital social serait ainsi diminué d'un montant de 341.338,35 euros, passant de 568.897,25 euros, son montant actuel, à 227.558,90 euros.

A titre indicatif, dans ce contexte où il existerait 2.275.589 actions existantes et 3.102.796 actions en tenant compte du capital potentiel, l'incidence de l'émission de ces actions sur la quote-part des capitaux propres au 30 septembre 2017, s'établissant à (5.398.492) euros et avec des ORA dont le montant s'élevant à 11.800.000¹ euros de nominal, serait la suivante :

1. L'incidence de l'émission de 7.000.000 actions dans le cadre de la résolution 13 proposée aux actionnaires sur la quote-part des capitaux propres au 30 septembre 2017 pour les détenteurs d'une action de la Société serait la suivante :

- (a) Sur une base non diluée

	<u>Quote-part des capitaux propres par action</u>
Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles	(2,37) €
Après émission des 7.000.000 actions nouvelles	(0,51) €

- (b) Sur une base diluée

	<u>Quote-part des capitaux propres par action</u>
Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles et avant dilution ...	(2,37) €
Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles et après dilution....	2,06 €
Après émission des 7.000.000 actions nouvelles et dilution	0,70 €

2. L'incidence de l'émission de 7.000.000 actions dans le cadre des résolutions 14 et 15 proposées aux actionnaires sur la quote-part des capitaux propres au 30 septembre 2017 pour les détenteurs d'une action de la Société serait la suivante :

- (a) Sur une base non diluée

	<u>Quote-part des capitaux propres par action</u>
Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles	(2,37) €
Après émission des 7.000.000 actions nouvelles	(0,51) €

- (b) Sur une base diluée

¹ Ce montant ne prend pas en compte la capitalisation des intérêts qui est inconnue à la date du présent rapport.

Quote-part des capitaux propres par action

Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles et avant dilution ...	(2,37) €
Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles et après dilution....	2,06 €
Après émission des 7.000.000 actions nouvelles et dilution	0,70 €

3. L'incidence de l'émission de 455.117 actions dans le cadre de la résolution 16 proposée aux actionnaires sur la quote-part des capitaux propres au 30 septembre 2017 pour les détenteurs d'une action de la Société serait la suivante :

- (a) Sur une base non diluée

Quote-part des capitaux propres par action

Avant émission des 455.117 actions nouvelles	(2,37) €
Après émission des 455.117 actions nouvelles	(1,96) €

- (b) Sur une base diluée

Quote-part des capitaux propres par action

Avant émission des 455.117 actions nouvelles et avant dilution ...	(2,37) €
Avant émission des 455.117 actions nouvelles et après dilution....	2,06 €
Après émission des 455.117 actions nouvelles et dilution	1,81 €

4. L'incidence de l'émission de 7.000.000 actions dans le cadre de la résolution 17 proposée aux actionnaires sur la quote-part des capitaux propres au 30 septembre 2017 pour les détenteurs d'une action de la Société serait la suivante :

- (a) Sur une base non diluée

Quote-part des capitaux propres par action

Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles	(2,37) €
Après émission des 7.000.000 actions nouvelles	(0,51) €

- (b) Sur une base diluée

Quote-part des capitaux propres par action

Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles et avant dilution ...	(2,37) €
--	----------

Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles et après dilution.... 2,06 €

Après émission des 7.000.000 actions nouvelles et dilution..... 0,70 €

5. L'incidence de l'émission de 7.000.000 actions dans le cadre de la résolution 18 proposée aux actionnaires sur la quote-part des capitaux propres au 30 septembre 2017 pour les détenteurs d'une action de la Société serait la suivante :

- (a) Sur une base non diluée

Quote-part des capitaux propres par action

Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles (2,37) €

Après émission des 7.000.000 actions nouvelles (0,51) €

- (b) Sur une base diluée

Quote-part des capitaux propres par action

Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles et avant dilution ... (2,37) €

Avant émission des 7.000.000 actions nouvelles et après dilution.... 2,06 €

Après émission des 7.000.000 actions nouvelles et dilution 0,70 €

6. L'incidence de l'émission de 100.000 actions émises au profit des adhérents au plan d'épargne entreprise dans le cadre de la résolution 19 proposée aux actionnaires sur la quote-part des capitaux propres au 30 septembre 2017 pour les détenteurs d'une action de la Société serait la suivante :

- (a) Sur une base non diluée

Quote-part des capitaux propres par action

Avant émission des 100.000 actions nouvelles (2,37) €

Après émission des 100.000 actions nouvelles (2,27) €

- (b) Sur une base diluée

Quote-part des capitaux propres par action

Avant émission des 100.000 actions nouvelles et avant dilution ... (2,37) €

Avant émission des 100.000 actions nouvelles et après dilution.... 2,06 €

Après émission des 100.000 actions nouvelles et dilution 2,00 €

**V - TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS PRESENTEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**

**RESOLUTIONS RELEVANT DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES
ACTIONNAIRES**

Première résolution

(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport de gestion du conseil d'administration sur l'activité et les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017, et (ii) du rapport général du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017, **approuve** les opérations qui sont traduites dans les comptes annuels ou résumées dans ces rapports, ainsi que les comptes sociaux de l'exercice clos le 30 septembre 2017 tels qu'ils ont été présentés par le conseil d'administration, et qui font apparaître une perte de 6.787.125 euros.

L'assemblée générale prend acte qu'il n'y a eu, au cours de l'exercice écoulé, aucune dépense relevant des articles 39 4° et 39 5° du Code Général des Impôts.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Deuxième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2017)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport général du Commissaire aux comptes, **décide** d'affecter la perte de l'exercice clos le 30 septembre 2017 s'élevant à 6.787.125 euros en totalité au compte « report à nouveau » négatif qui s'élève désormais à 17.763.764 euros et **décide** de ne pas distribuer de dividende au titre dudit exercice.

L'assemblée générale **prend acte** qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

Troisième résolution

(Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce, **approuve** les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées par application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de Commerce.

Quatrième résolution

(Renouvellement du mandat de Madame Cécile ESCAPE en tant qu'administrateur)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requise pour les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, **constate** que le mandat d'administrateur de Madame Cécile ESCAPE vient à expiration à l'issue de la présente assemblée générale et **décide** de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Cécile ESCAPE, pour une période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

Cinquième résolution

(Renouvellement du mandat de Monsieur Martial GUIETTE en tant qu'administrateur)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requise pour les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, **constate** que le mandat d'administrateur de Monsieur Martial GUIETTE vient à expiration à l'issue de la présente assemblée générale et **décide** de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Martial GUIETTE, pour une période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

Sixième résolution

(Renouvellement du mandat de Monsieur Pierre REQUIER en tant qu'administrateur)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requise pour les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, **constate** que le mandat d'administrateur de Monsieur Pierre REQUIER vient à expiration à l'issue de la présente assemblée générale et **décide** de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Pierre REQUIER, pour une période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

Septième résolution

(Renouvellement du mandat de Madame Véronique LANSOT-LOUSTEAU en tant qu'administrateur)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requise pour les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, **constate** que le mandat d'administrateur de Madame Véronique LANSOT-LOUSTEAU vient à expiration à l'issue de la présente assemblée générale et **décide** de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Véronique LANSOT-LOUSTEAU, pour une période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

Huitième résolution

(Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes titulaire de la société RSM PARIS)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration **constate** que le mandat de Commissaire aux comptes titulaire de la société COREVISE arrive à échéance, et **décide** de nommer en qualité de Commissaire aux comptes titulaire la société RSM PARIS, sise 26 rue de Cambacérès à (75008) Paris, immatriculée sous le numéro 792 111 783 R.C.S. Paris, pour une durée de six (6) exercices.

Son mandat viendra donc à expiration lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

Neuvième résolution

(Pouvoirs)

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur des présentes, ou d'une copie des présentes, à l'effet de faire accomplir toutes formalités légales.

RESOLUTIONS RELEVANT DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Dixième résolution

(Modification des statuts de la Société afin de modifier l'âge maximum pour les administrateurs)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du projet des nouveaux statuts, **décide** que le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 90 ans révolus ne peut pas être supérieur au quart des administrateurs en fonction et de modifier corrélativement l'article 15.1 des statuts comme suit :

« Sous réserve de la dérogation légale prévue en cas de fusion, la société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois à douze membres ; ceux d'entre eux ayant qualité de personnes physiques ainsi que les représentants permanents de personnes morales administrateurs doivent être âgés de moins de quatre-vingts dix ans.

[...]

Le Conseil d'administration élit, à la majorité, parmi ses membres personnes physiques âgées de moins de quatre-vingts dix ans, son Président pour une durée au plus égale à celle de son mandat d'administrateur. Il détermine sa rémunération. »

Onzième résolution

(Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, statuant dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce :

1. **Prend acte** que les comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017 tels qu'approuvés aux termes de la première résolution (1^{ère}) ci-dessus, font apparaître que les capitaux propres de la Société sont devenus, du fait des pertes constatées au titre de l'exercice, inférieurs à la moitié du capital social ;
2. **décide** qu'il n'y a pas lieu à dissolution anticipée de la Société.

Douzième résolution

(Réduction de capital motivée par des pertes)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes établi conformément à l'article L. 225-204 du Code de commerce :

1. **prend acte** du fait que les pertes s'élèvent à 6.787.125 euros;
2. **décide**, en conséquence, de réduire le capital social d'un montant de 341.338,35 euros, pour ramener le montant du capital social de 568.897,25 euros, son montant actuel, à 227.558,90 euros, par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action de 0,25 (vingt-cinq centimes) à 0,10 euros (dix centimes) ;
3. **décide** d'affecter le montant de 341.338,35 euros, résultant de la réduction de capital objet de la présente résolution, à un compte de report à nouveau ;
4. **décide**, en conséquence, de modifier l'article 7 « Capital social » des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

Article 7 « Capital social »

« Le capital social est fixé à deux cent vingt-sept mille cinq cent cinquante-huit euros et quatre-vingt-dix centimes (227.558,90 euros). Il est divisé en deux millions deux cent soixante-quinze mille cinq cent quatre-vingt-neuf (2.275.589) actions de dix centimes (0,10€) de valeur nominale chacune. »

Treizième résolution

(Augmentation du capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une personne dénommée)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport du conseil d'administration, (ii) du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-127 à L. 225-129-6 et L. 225-138, constatant que le capital social est entièrement libéré :

1. **décide** d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximum de sept cent mille euros (700.000 €), par création et émission réservée donnant droit à un nombre maximum de 7.000.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de dix centimes (0,10 €) chacune, au prix unitaire de dix centimes (0,10 €), soit avec aucune prime d'émission par action (ou, à défaut d'adoption de la douzième résolution qui précède, par création et émission de 2.800.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq centimes (0,25 €) chacune, au prix unitaire de vingt-cinq centimes (0,25 €), soit avec aucune prime d'émission par action) ;
2. **décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription de la totalité des actions pouvant être émises en vertu de la présente résolution, au profit de :

EDUNIVERSAL RECONQUETE, société par actions simplifiée à associé unique, représentée par Monsieur Martial GUIETTE, dont le siège social est situé 20 ter rue de Bezons 92400 Courbevoie, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 841 936 487 ;

3. **décide** que le prix de souscription, sera libéré d'au moins 50% en espèces, lors de la souscription ;
4. **décide** que la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital résultant de la souscription et de la libération des actions ordinaires émises correspondra à la date du certificat du dépositaire constatant les souscriptions et les versements et établi au moment du dépôt des

fonds, sur présentation du bulletin de souscription, établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-146 alinéa 1 du code de commerce ;

5. **décide** que les actions nouvelles porteront jouissance courante et seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions existantes et soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de l'assemblée générale, et donneront le droit, à compter de leur émission, à toutes les distributions décidées par la Société à compter de cette date, et seront négociées sur Euronext Access sur la même ligne de cotation que les actions existantes à compter de leur admission ;
6. **confère** tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, dans un délai de douze mois maximum afin de :
 - (i) déterminer les dates d'ouvertures et de clôture de la période de souscription ;
 - (ii) le cas échéant surseoir à la mise en œuvre de la présente décision ;
 - (iii) recevoir et constater la souscription et la libération des actions nouvelles et constater la réalisation corrélative définitive de l'augmentation de capital et modifier corrélativement les statuts ;
 - (iv) obtenir le certificat attestant la libération de la souscription et la réalisation de l'augmentation de capital,
 - (v) imputer le cas échéant les frais de l'augmentation de capital sur le montant de la prime y afférente et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
 - (vi) plus généralement, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à l'admission aux négociations et au service financier des actions émises en vertu de la présente décision, ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

Quatorzième résolution

(Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du Commissaire aux comptes :

1. **délègue** au conseil d'administration, en application des dispositions des articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce, sa compétence à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions de la Société à l'exclusion d'actions de préférence et (ii) de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, étant précisé que lesdites actions conféreront les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance ;
2. **décide** que le montant nominal maximum des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant nominal de 700.000 euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles ;

3. **décide** que la souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
4. **décide** que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible. En outre, le conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celle-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
 - répartir librement tout ou partie des actions non souscrites ou, selon le cas, des valeurs mobilières donnant accès au capital dont l'émission a été décidée mais qui n'ont pas été souscrites à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible ;
 - offrir au public tout ou partie des actions ou, selon le cas, des valeurs mobilières donnant accès au capital, non souscrites.
5. **constate** que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
 6. **décide** que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la délégation susvisée, sera au moins égale à la valeur nominale de l'action à la date d'émission desdites valeurs mobilières ;
 7. **décide** que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, avec ou sans prime. Notamment, il fixera les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, leur mode de libération ainsi que le cas échéant, la durée et le prix d'exercice des valeurs mobilières ou les modalités d'échange, de conversion, de remboursement ou d'attribution de toute autre manière de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites prévues par la présente résolution ;
 8. **décide** que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, aux émissions susvisées – ainsi que le cas échéant d'y surseoir – conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts et plus généralement :
 - déterminer dans les conditions légales les modalités d'ajustement des conditions d'accès à terme au capital des valeurs mobilières ;

- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois (3) mois ;
 - procéder à toutes imputations sur les primes et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ;
 - assurer ultérieurement la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société émises en application de la présente délégation et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles applicables ;
9. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ;
10. **décide** que la présente délégation prive d'effet pour l'avenir toute délégation précédemment accordée par l'assemblée générale ayant le même objet.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Quinzième résolution

*(Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du Commissaire aux comptes :

1. **délègue** au conseil d'administration, en application des dispositions des articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, sa compétence à l'effet de décider, par une offre au public ou, le cas échéant, sous réserve de l'approbation d'une résolution spécifique à cet effet par l'assemblée générale, par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions de la Société, à l'exclusion d'actions de préférence, (ii) de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, étant précisé que lesdites actions conféreront les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance ;
2. **décide** que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la délégation susvisée, ne pourra excéder un montant de 700.000 euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est distinct de celui de la quatorzième (14^{ème}) résolution ;
3. **décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières faisant l'objet de la présente résolution, étant entendu que le conseil d'administration pourra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et selon les conditions qu'il fixera, conformément aux dispositions de l'article

L. 225-135 du Code de commerce. Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables et devra s'exercer proportionnellement au nombre d'actions possédées par chaque actionnaire ;

4. **constate**, le cas échéant, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
5. **décide** que la souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
6. **décide** que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la présente délégation, sera fixée par le conseil d'administration, étant toutefois précisé que si, lors de l'utilisation de la présente délégation, les titres de la Société étaient admis aux négociations sur un marché réglementé, le prix serait fixé conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ;
7. **décide** que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, avec ou sans prime. Notamment, il fixera les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, leur mode de libération ainsi que le cas échéant, la durée et le prix d'exercice des valeurs mobilières ou les modalités d'échange, de conversion, de remboursement ou d'attribution de toute autre manière de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites prévues par la présente résolution ;
8. **décide** que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, aux émissions susvisées – ainsi que le cas échéant d'y surseoir – conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts et plus généralement :
 - déterminer dans les conditions légales les modalités d'ajustement des conditions d'accès à terme au capital des valeurs mobilières ;
 - suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois (3) mois ;
 - procéder à toutes imputations sur les primes et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ;
 - assurer ultérieurement la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société émises en application de la présente délégation et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles applicables ;
 - le cas échéant, prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission des valeurs mobilières ainsi émises à la cote du marché Euronext Access à Paris et de tout autre marché sur lequel les actions de la Société seraient alors cotées.

9. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ;
10. **décide** que la présente délégation prive d'effet pour l'avenir toute délégation précédemment accordée par l'assemblée générale ayant le même objet.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Seizième résolution

(Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 20% du capital par an, par voie de placement privé)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes :

1. **délègue** au conseil d'administration, en application des dispositions des articles L. 225-136 du Code de commerce, sa compétence pour décider, dans le cadre et sous les conditions fixées par la quinzième (15^{ème}) résolution de la présente assemblée et dans la limite du 20% du capital social par an, l'émission de titres de capital ou de créance, par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ;
2. **décide** que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global d'augmentation de capital de 700.000 euros fixé par la quinzième (15^{ème}) résolution de la présente assemblée ;
3. **décide** que la présente délégation prive d'effet pour l'avenir toute délégation précédemment accordée par l'assemblée générale ayant le même objet.

La présente autorisation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Dix-septième résolution

(Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, conformément aux dispositions des articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du Commissaire aux comptes :

1. **délègue** au conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription décidées en vertu des résolutions de la présente assemblée, dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale ;

2. **décide** que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est autonome et distinct de celui des autres résolutions ;
3. **décide** que la présente délégation prive d'effet pour l'avenir toute délégation précédemment accordée par l'assemblée générale ayant le même objet.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Dix-huitième résolution

(Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de décider l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

1. **délègue** au conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation au directeur général, à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger, dans les proportions, aux époques et selon les modalités qu'il appréciera, à l'émission d'actions ordinaires nouvelles de la Société par incorporation au capital de tout ou partie des bénéfices, réserves ou primes dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible et sous forme d'attribution gratuite d'actions ordinaires ou d'élévation du montant nominal des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
2. **décide** que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 700.000 euros, étant précisé que ce montant est autonome et distinct de celui des autres résolutions ; à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles pour préserver, conformément aux dispositions légales, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
3. **décide**, conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce, que les droits formant rompus ne seront pas négociables ni cessibles et que les titres correspondant seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits au plus tard trente (30) jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier de titres attribués ;
4. **précise** que les opérations visées dans la présente résolution pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique sur les titres de la Société dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables ;
5. **donne** tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, afin de mettre en œuvre la présente délégation, et notamment :
 - déterminer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital ;
 - fixer toutes les conditions et modalités de l'augmentation de capital en résultant ;
 - déterminer la date à partir de laquelle le montant additionnel de chaque action portera jouissance, dans l'éventualité de l'augmentation de la valeur nominale des actions existantes ;

- déterminer la date de jouissance des actions nouvelles, en cas d'attribution d'actions nouvelles gratuites ;
 - fixer les modalités de la vente des actions correspondant aux rompus ;
 - constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - accomplir les formalités légales ;
 - et, plus généralement, faire tout ce qui se révélerait nécessaire et/ou utile à cette fin.
6. **décide** que la présente délégation prive d'effet pour l'avenir toute délégation précédemment accordée par l'assemblée générale ayant le même objet.

La délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Dix-neuvième résolution

(Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société au profit des adhérents au plan d'épargne d'entreprise)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code de commerce et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-129-6 de ce même Code :

1. **délègue** au conseil d'administration, sa compétence pour décider d'augmenter, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, le capital social de la Société, à concurrence d'un montant nominal de 10.000 euros, par émissions d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société et des entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail ; étant précisé que ce plafond est autonome et distinct de celui des autres résolutions ;
2. **décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital émises en application de la présente résolution en faveur des adhérents au plan d'épargne ;
3. **décide**, tant que les actions de la Société ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé, que le prix de souscription des actions sera fixé par le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 3332-20 du Code de commerce, et pouvant à cet effet avoir recours à un expert ; étant entendu que le prix de souscription pourra comporter une décote, par rapport à la valeur de l'action déterminée par le conseil d'administration, respectivement de 20% et 30% selon que les titres ainsi souscrits, directement ou indirectement, correspondent à des avoirs dont la durée d'indisponibilité, stipulée par le plan d'épargne d'entreprise considéré, est inférieure à dix (10) ans ou supérieure ou égale à dix (10) ans ;
4. **décide** que le conseil d'administration pourra prévoir l'attribution, à titre gratuit, d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, étant entendu (i) que l'avantage total résultant de cette attribution au titre de l'abondement ou, le cas échéant, de la décote sur le prix de souscription, ne pourra pas excéder les limites légales ou réglementaires et (ii) que les actionnaires de la Société renoncent au profit des adhérents du plan d'épargne à tout droit aux actions existantes qui seraient attribuées en vertu de la présente résolution ;

5. **décide** que les caractéristiques des autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société seront arrêtées par le conseil d'administration dans les conditions fixées par la réglementation ;
6. **donne** tous pouvoirs au conseil d'administration, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment pour consentir des délais pour la libération des titres, fixer les modalités et conditions des opérations et arrêter les dates et les modalités des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, leur prix, les dates de jouissance, les modalités de libération des titres, pour constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social et sur sa seule décision et, s'il le juge opportun, pour procéder à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions et modifier corrélativement les statuts, le cas échéant, faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission des titres aux négociations sur le marché Euronext Access à Paris ou tout autre marché ;
7. **prend acte** du fait que, dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la présente délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite de ladite délégation ;

La présente autorisation est valable pendant une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Vingtième résolution

(Pouvoirs)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur des présentes, ou d'une copie des présentes, à l'effet de faire accomplir toutes formalités légales.

RESOLUTION RELEVANT DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

Résolution A

(Renouvellement du mandat de Monsieur Emmanuel SCLIA-BALACEANO en tant qu'administrateur)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requise pour les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, **constate** que le mandat d'administrateur de Monsieur Emmanuel SCLIA-BALACEANO vient à expiration à l'issue de la présente assemblée générale et **décide** de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Emmanuel SCLIA-BALACEANO, pour une période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2024 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

VI - INFORMATIONS RELATIVES AU VOTE ET A LA PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette assemblée, soit en y assistant personnellement, soit en votant par correspondance, soit en s'y faisant représenter.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, seuls seront admis à participer à l'assemblée les actionnaires qui justifieront de leur qualité par l'enregistrement comptable des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit régulièrement pour leur compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris (ci-après J-2), soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

Pour les actionnaires au porteur, ce sont les intermédiaires habilités qui tiennent les comptes de titres au porteur qui justifient directement de la qualité d'actionnaire de leurs clients par la production d'une attestation de participation qu'ils annexent au formulaire unique de vote à distance ou par procuration, ou à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Si un actionnaire au porteur souhaite participer physiquement à l'assemblée et n'a pas reçu sa carte d'admission à J-3, il devra demander à son intermédiaire financier de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire à J-2 pour être admis à l'assemblée.

Le jour de l'assemblée, tout actionnaire devra justifier de sa qualité et de son identité lors des formalités d'enregistrement.

A défaut d'assister personnellement à cette assemblée, tout actionnaire peut :

- soit s'y faire représenter par son conjoint, le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, un autre actionnaire ou encore par toute personne physique ou morale de son choix,
- soit donner pouvoir au Président,
- soit voter par correspondance.

Il est rappelé que, conformément aux textes en vigueur :

- les actionnaires peuvent obtenir le formulaire unique de vote à distance ou par procuration sur simple demande adressée par lettre simple à la Société, auprès du service juridique, à l'adresse du siège social de la Société ou par courrier électronique à l'adresse email : infoactionnaires@eduniversal.com. Cette demande ne pourra être satisfaite que si elle est reçue à cette adresse six jours au moins avant la date de l'assemblée ;
- les votes à distance ou par procuration ne pourront être pris en compte que si les formulaires dûment remplis et signés parviennent auprès du service juridique au siège de la Société susvisé trois jours au moins avant la réunion de l'assemblée ;
- l'actionnaire, lorsqu'il a déjà voté par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé une carte d'admission, ne peut plus choisir un autre mode de participation mais peut céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifiera la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmettra les informations nécessaires.

Il est en outre rappelé que l'examen par l'assemblée générale desdits projets de résolutions est subordonné à la transmission par les intéressés, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable de leurs titres à leur nom.

Les actionnaires peuvent, poser des questions écrites à la Société à compter de la présente publication. Ces questions doivent être adressées au Président du Conseil d'administration au siège social de la Société, par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués aux assemblées générales, seront tenus dans les délais légaux, à la disposition des actionnaires au siège social et pourront être consultés sur le site de la Société : <http://www.eduniversal-ranking.com/investors-eduniversal>.

* * *

Nous vous demandons de voter pour les résolutions qui seront soumises à votre vote.

En espérant que ce qui précède requerra votre agrément et vous remerciant pour votre confiance, nous vous prions d'agréer, Chers actionnaires, l'expression de nos salutations respectueuses.

Le 12 octobre 2018,

Le Conseil d'administration